



Rapport économique 2025

Madagascar

4 septembre 2025

Executive Summary

En 2024, la conjoncture économique s'est légèrement dégradée. La croissance, estimée à 4,6% en 2023 est descendue à 4,2% en 2024. D'après les prévisions du FMI, elle devrait encore **ralentir à 3,9% en 2025**. Ce taux reste insuffisant pour améliorer les conditions de vie de la population, face à la croissance démographique et à une inflation qui reste élevée. Le taux d'inflation de l'année 2025 devrait en effet se situer à **8,4%**, une augmentation par rapport à 2024 (7,6%).

La **pauvreté règne** à Madagascar qui fait partie des pays les plus pauvres, avec un PIB par habitant de 456 USD en 2024. La faiblesse du pouvoir d'achat se traduit par des dépenses presque exclusivement orientées vers les biens essentiels pour une grande partie de la population.

Les freins à la croissance et au développement sont principalement dus à la **mauvaise gouvernance** et à la **corruption** généralisée. La Grande Île est également sujette aux aléas climatiques qui détruisent les infrastructures, paralysent l'économie de certaines régions et accentuent le phénomène de migrations internes.

De plus, la **crise des services publics**, marquée par des coupures quasi quotidiennes d'eau et d'électricité, alimente de fortes tensions et freine l'économie, mettant en péril les PME et décourageant les investisseurs. En début d'année, le FMI et la Banque mondiale ont exigé un plan de redressement, actuellement en phase de mise en œuvre.

Malgré les initiatives du gouvernement pour **améliorer le climat des affaires**, les facteurs déterminants pour l'investissement privé (sécurité juridique, infrastructures, éducation, accès au crédit) ne sont pas suffisamment développés.

En 2024, les exportations de biens ont reculé de 17,2%, sous l'effet d'une crise des exportations de nickel, vanille, girofle et cobalt. Au premier trimestre 2025, les exportations ont encore diminué de **11,9%** par rapport à la même période en 2024. À l'inverse, les importations ont augmenté, portant le déficit de la balance commerciale de Madagascar à 1 278,1 millions de dollars pour les six premiers mois de l'année 2025. Le pays reste fortement **dépendant des importations** de carburant et de produits de première nécessité.

La **Politique Générale de l'État**, feuille de route de l'actuel mandat du Président Andry Rajoelina, repose sur trois axes : le capital humain, l'industrialisation et la transformation économique, et la gouvernance. Cette politique fait face à des contraintes structurelles persistantes : accès limité au capital, délestages récurrents, infrastructures dégradées, instabilité politique et manque de main-d'œuvre qualifiée.

L'avenir économique du pays demeure incertain.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	8
3.1	Politique et priorités du pays hôte	8
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	9
4	COMMERCE EXTÉRIEUR.....	9
4.1	Evolution et perspectives générales	9
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	10
4.1.2	<i>Commerce de services (si données disponibles)</i>	10
4.2	Commerce bilatéral	10
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i>	10
4.2.2	<i>Commerce de services (si données disponibles)</i>	11
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	11
5.1	Evolution et perspectives générales	11
5.2	Investissements bilatéraux	12
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	12
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	12
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	12
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie.....	13
	ANNEXE 2 – Principales données économiques.....	14
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux.....	15
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	16
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	17

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Madagascar est une nation insulaire située dans l'Océan Indien, au large des côtes de l'Afrique subsaharienne. Elle est la quatrième plus grande île du monde, avec une masse terrestre de 587 000 km² et une population estimée à 32,7 millions d'habitants en 2025¹. Malgré des ressources naturelles considérables et une biodiversité unique au monde, le pays n'est pas en mesure de générer une croissance et une prospérité durable. Les principales contraintes qui pèsent sur son développement incluent : une gouvernance faible et médiocre, une corruption généralisée, un faible investissement dans le capital physique et humain, une faible productivité associée à une stagnation des changements structurels dans l'économie, et une vulnérabilité élevée et croissante aux chocs. Par ailleurs, la mainmise des élites sur l'économie, la volatilité des prix des matières premières et l'augmentation des chocs climatiques entravent une croissance inclusive².

Selon le rapport annuel de la Banque Mondiale, la **croissance** est estimée à 4,2% en 2024, portée par le secteur des services, de l'agriculture, du tourisme, et des télécommunication³. Alors que l'État visait 5 % et que le FMI prévoyait 4,6% de croissance pour 2025, le premier semestre a conduit le FMI à réduire sa projection à **3,9%**⁴. Face à une forte croissance démographique (+2,4 % par an) et à une inflation élevée, ce taux, bien que positif, demeure insuffisant pour améliorer significativement le niveau de vie de la population⁵.

À Madagascar, près de **70 %** de la population vivait en dessous du seuil de **pauvreté** international (2,15 USD par jour) en 2022, et plus de 70 % souffraient de privation dans l'accès aux besoins essentiels tels que la santé, l'éducation ou un logement décent en 2018, selon la Banque mondiale⁶. L'enquête Afrobarometer 2024 confirme cette précarité : 94 % des répondants ont manqué de revenus au moins une fois dans l'année, 65 % ont souffert d'insécurité alimentaire, et 57 % ont constaté une baisse de leur niveau de vie⁷. La pauvreté touche particulièrement les zones rurales. La pauvreté urbaine, concentrée en périphérie de la capitale, augmente cependant de manière significative sous l'effet d'un exode rural massif d'individus en quête de perspectives⁸. Madagascar occupe la 177^{ème} place sur 193 pays avec un indice de développement humains (**IDH**) **très faible**⁹.

En 2025, le pays est descendu au quatrième rang des **nations les plus pauvres**¹⁰, avec un PIB par habitant de 456 USD en 2024¹¹. Madagascar serait par ailleurs l'un des seuls pays au monde à avoir vu sa situation se dégrader en termes de PIB par habitant depuis les années 1960 (812 USD PIB/hab), sans avoir été confronté à une guerre ou à une crise grave¹². À noter que l'actuel salaire minimum d'embauche est de 262'680 ariary, soit environ 48 CHF¹³, un montant qui n'est souvent pas atteint dans le secteur informel, qui représente plus de 80% de l'économie¹⁴.

La destruction locale de l'environnement, notamment le défrichage des forêts à grande échelle et les phénomènes météorologiques extrêmes liés au changement climatique (cyclones, inondations, sécheresses) aggravent encore la pauvreté, touchant particulièrement les populations rurales, qui dépendent de l'agriculture.

Le taux d'**inflation** moyen de l'année 2025 devrait se situer à **8,4%**, selon les statistiques du FMI¹⁵. En 2024, malgré un recul de l'inflation des prix alimentaires, l'inflation globale est restée élevée, à 7,6%, en raison d'une inflation sous-jacente persistante¹⁶. L'inflation pèse fortement sur le **pouvoir d'achat** des ménages malgaches, qui consacrent, pour beaucoup, la majeure partie de leur budget à des biens de première nécessité¹⁷. De plus, la forte dépendance du pays aux importations, surtout alimentaires et pétrolières, combinée à la hausse des coûts de production locale, accentue la pression sur les prix.

La **balance commerciale** de Madagascar reste déficitaire, atteignant 6 943 milliards d'ariary en 2023, d'après les données publiées par la Direction générale des douanes¹⁸. En 2024, les exportations de

¹ <https://worldpopulationreview.com/countries/madagascar>

² <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380-72e88ef2-bbb6-4323-9795-e716a6ecd57f.pdf>

³ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88ef2-bbb6-4323-9795-e716a6ecd57f.pdf>

⁴ <https://www.imf.org/en/Countries/MDG#countrydata>

⁵ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview>

⁶ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/publication/madagascar-economic-update-bridging-the-productivity-divide>

⁷ <https://www.afrobarometer.org/countries/madagascar/>

⁸ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380-72e88ef2-bbb6-4323-9795-e716a6ecd57f.pdf>

⁹ <https://midi-madagasikara.mg/indice-du-developpement-humain-madagascar-a-la-177e-place-sur-193-pays/>

¹⁰ Les Nouvelles, 07.07.2025, « Madagascar reste parmi les pays à faibles revenus »

¹¹ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380-72e88ef2-bbb6-4323-9795-e716a6ecd57f.pdf>

¹² <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380-72e88ef2-bbb6-4323-9795-e716a6ecd57f.pdf>

¹³ <https://www.cnaps.mg/fr/historique-SME>

¹⁴ Midi Madagasikara, 03.07.2025, « Haut risque d'effet domino sur l'économie nationale »

¹⁵ <https://www.imf.org/en/Countries/MDG#countrydata>

¹⁶ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380-72e88ef2-bbb6-4323-9795-e716a6ecd57f.pdf>

¹⁷ Les Nouvelles, 18.07.2025, Dossier économique

¹⁸ <https://2424.mg/madagascar-enregistre-un-deficit-commercial-de-6-943-milliards-dariary-en-2023/>

biens ont diminué de 17,2% par rapport à 2023, principalement en raison de la baisse des recettes générée par les produits phares tels que la vanille, les clous de girofle, le cobalt et le nickel dont les exportations ont chuté sous l'effet d'une offre mondiale excédentaire¹⁹. Parallèlement, la diminution des importations et les flux de revenus n'ont pas suffi à compenser l'aggravation du déficit commercial. Au premier semestre 2025, la Grande Île a vu ses exportations reculer de 10,8 % et ses importations augmenter de 11 %, portant le déficit à 1 278,1 millions de dollars pour les six premiers mois de l'année, soit -5,5 % du PIB contre -4,1 % sur la même période en 2024, selon la Banque centrale²⁰.

La **forte dépendance aux importations**, la faiblesse de la production locale et le déséquilibre entre les entrées et sorties de devises exercent une pression sur la valeur de la monnaie locale. En 2024, l'**Ariary** est resté relativement stable ; 1 euro s'échangeait à environ 4 990 ariary début janvier et à 4 870 ariary fin décembre 2024. En 2025, l'Ariary s'est **déprécié** face à l'euro, qui a franchi la barre des 5 000 ariary pour s'échanger autour de 5 130 ariary fin août sur le marché international des devises²¹.

Les **bailleurs de fonds internationaux** continuent à faire confiance au gouvernement malgache. Après un report de décaissement en décembre 2024, les deux institutions de Bretton Woods ont poursuivi leur appui, conditionné au respect de réformes. Début juillet 2025, le **FMI** a achevé les deuxièmes revues de la Facilité élargie de crédit (337 millions USD) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (321 millions USD) en faveur de Madagascar, entraînant un décaissement d'environ 107 millions USD²². Approuvés en juin 2024, ces financements visent à soutenir la réhabilitation de l'économie du pays et améliorer sa résilience face au changement climatique. Parmi ses conditionnalités, le FMI a exigé l'adoption d'un plan de redressement de la société publique d'électricité et d'eau (JIRAMA) et la poursuite du mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants ; leur application, jugée satisfaisante, a permis la continuité des programmes.

En février 2025, le portefeuille de la **Banque mondiale** atteignait 3,5 milliards USD, principalement consacré au développement des infrastructures (43%), suivi du développement durable, du développement humain et du renforcement de la gouvernance économique et des institutions²³.

Au-delà des acteurs traditionnels, Madagascar se tourne vers de **nouveaux bailleurs** tels que la Chine (fond de 50 milliards USD pour l'Afrique), ou encore les Emirats Arabes Unis qui ont annoncé en janvier un investissement de 10 milliards USD pour le développement de la Grande Île²⁴. Cependant, le retrait de l'USAID aura certainement un impact significatif. Globalement, le FMI estime que l'aide publique au développement à destination de Madagascar pour 2025 a été réduite d'environ 1% du PIB²⁵.

La **dette publique** de Madagascar a atteint 57,4% du PIB fin 2024²⁶. Jugée soutenable par la communauté internationale, elle reste sous contrôle selon le gouvernement. Mais l'enjeu, rappelle la Banque centrale, est moins d'éviter l'endettement que de garantir des emprunts productifs, générateurs de croissance. En 2024, Madagascar a consacré 2,9% de son PIB aux transferts et subventions, dont une part importante pour alimenter la JIRAMA en carburant, contre seulement 1,6% pour les investissements publics. L'**amélioration du solde budgétaire** a donc reposé sur la réduction des investissements plutôt que sur une mobilisation accrue des recettes ou une meilleure utilisation des dépenses, une approche limitant la capacité de l'État à financer durablement le développement.

La **Politique Générale de l'État** (PGE), feuille de route de l'actuel mandat du Président Andry Rajoelina, repose sur trois axes : le capital humain, l'industrialisation et la transformation économique, et la gouvernance. Cette politique fait face à des contraintes structurelles persistantes : accès limité au capital, délestages récurrents, infrastructures dégradées, instabilité politique et manque de main-d'œuvre qualifiée. La situation de **délestage**, encore aggravée cette année, freine particulièrement l'industrialisation et la transformation locale des matières premières, génératrices de valeur ajoutée, et place Madagascar parmi les nations les **moins productives du monde**.

Les **pratiques fiscales contraignantes**, comme des redressements fiscaux quasi systématiques ou des taxes imprévues pour les entreprises, alourdissent encore l'économie. Par exemple, avec l'instauration cette année d'une TVA de 20% sur les intérêts perçus par les banques lors de prêts, l'administration accentue la pression sur les acteurs formels, pourvoyeurs de revenus, et freine les investissements, alors que plus de 80% de l'économie reste informelle, représentant près de 47% du PIB²⁷.

¹⁹ <https://newsmada.com/2025/02/21/conjoncture-economique-les-exportations-en-baisse-en-2024/>

²⁰ <https://2424.mg/import-export-un-deficit-commercial-de-1-2781-millions-de-dollars-pour-madagascar-au-premier-semester-de-2025/>

²¹ https://www.banky-foibe.mg/marche_marche-de-change#recherche-taux-de-change

²² <https://japanews.net/imf-approves-658-million-aid-package-for-madagascars-economic-and-environmental-resilience/>

²³ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview#2>

²⁴ <https://lejournaldeamayotte.yt/2025/01/30/madagascar-les-emirats-mettent-dix-milliards-de-dollars-pour-dix-secteurs-cles/>

²⁵ <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2025/07/03/pr-25239-madagascar-imf-completes-2nd-rev-under-ecf-and-rsf-arrang>

²⁶ L'Express de Madagascar, 18.03.2025, « Madagascar défend sa politique de la dette »

²⁷ <https://www.lexpress.mg/2025/01/secteurs-dactivites-linformel.html>

À ces contraintes s'ajoutent les impacts du changement climatique : cyclones, inondations, sécheresses et insécurité alimentaire, dont le coût économique pourrait atteindre 24 milliards USD d'ici 2050 selon la Banque mondiale²⁸. Conscient de ces enjeux, le ministère de l'Environnement et du Développement Durable a présenté en juin 2025, le Plan d'Action National de l'Environnement pour le Développement Durable (PANNED), visant à une gestion durable des ressources naturelles.

Finalement, dans le contexte malgache, la bonne mise en œuvre de la nouvelle Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption 2025-2030 et une meilleure gouvernance semblent essentielles pour instaurer un climat de confiance propice aux investissements et favoriser une croissance durable et inclusive.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

L'accord de promotion et de protection réciproque des investissements, conclu en 1964 entre la Suisse et Madagascar, a été renouvelé le 7 mai 2015 à l'initiative de l'Ambassade. En novembre 2016, la Suisse et Madagascar ont signé un protocole d'accord (MoU), qui prévoit des consultations thématiques dans le cas où un des deux pays souhaiterait spécifiquement avoir de telles consultations. Cependant, ni le nouvel accord de protection des investissements ni le protocole d'accord n'ont, jusqu'à présent, eu d'impact concret, les investisseurs suisses encore actifs à Madagascar étant en nombre restreint.

Infrastructures et services publics

Le mauvais état et le manque d'infrastructures est un problème majeur pour l'économie malgache.

Le **port commercial de Toamasina** (Tamatave), principal point d'entrée et de sortie des marchandises à Madagascar, assure 80 % du trafic national et international. Pour moderniser ses infrastructures vieillissantes, un projet d'extension de 10 hectares a été lancé en 2018, avec pour objectif de tripler les capacités de stockage et de manutention d'ici 2028. Ce financement, assuré à 65 % par le Japon (411 millions USD) et à 35 % par l'État malgache (228 millions USD), devrait renforcer le rôle du port comme hub stratégique dans l'océan Indien.

Si le port de la Grande île est en cours de modernisation, les autres infrastructures restent vétustes. En dépit de promesse de réhabilitation, le **réseau routier** s'est fortement dégradé ces dernières années, en raison d'un entretien désastreux. À titre de comparaison, le temps pour atteindre Mahajanga depuis la capitale (environ 570 km) est passé de 10 à 17h en quelques années²⁹. Ces mauvaises conditions accentuent les retards mais aussi les risques d'accidents et d'attaque, également sur les routes nationales. Le projet d'autoroute entre Antananarivo et le port principal de Toamasina, ne progresse pas vite, sur 260 km, seuls 8 km ont été inaugurés en août 2025, un an et demi après le lancement. De plus, le réseau routier couvre une partie limitée du pays, insuffisante pour desservir les régions isolées. Selon la Banque mondiale, 17 millions d'habitants n'étaient pas connectés au réseau routier en 2022, une situation qui s'aggrave. Certaines zones dépendent des produits de première nécessité, les rendant particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles et à la saison des pluies.

Le réseau national **ferroviaire** n'est pas entretenu et son usage devient dangereux. Plusieurs accidents ferroviaires graves ont eu lieu sur la ligne Fianarantsoa-Côte Est (FCE), en raison du manque d'entretien. Le conseil des ministres a cependant annoncé des travaux de rénovation pour la ligne.

À Antananarivo, un réseau **téléphérique** a été inauguré en août 2025, il ne fonctionne pour l'instant que 4h par jour à cause du manque de carburant et de capacité des générateurs. Promesse présidentielle pour moderniser le transport urbain, son impact sur les embouteillages semble limité. Le tarif de 3 000 ariary le rend accessible uniquement aux classes moyennes et aisées. Par ailleurs, le projet de train urbain, n'est toujours pas opérationnel.

Concernant le **fret aérien**, la compagnie nationale, Madagascar Airlines, détenant le monopole pour les vols à l'intérieur du pays, fait face à de vives critiques. Par manque de ressources techniques, la compagnie annule des vols régulièrement. Ce manque de fiabilité et les prix élevés entrave le tourisme.

La **JIRAMA**, entreprise publique malgache d'électricité et d'eau, fait face à des difficultés chroniques : infrastructures vétustes, vols de carburant, 30 % de pertes techniques, faible recouvrement et dépendance au pétrole. Avec 1 900 GWh produits par an et un déficit de 0,11 USD/kWh, elle a cumulé 2 500 milliards d'ariary de dette en 2022 malgré des subventions importantes et des exemptions

²⁸ <https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099121824084042702>

²⁹ <https://www.lexpress.mg/2025/07/periode-de-vacances-letat-des-routes.html>

d'impôt. Les délestages quasi quotidiens, jusqu'à 24 h dans certaines villes, pénalisent entreprises et population. La situation s'est sensiblement aggravée cette année, notamment à cause de la croissance démographique que le réseau n'arrive pas à absorber. En 2025, en raison des réformes exigées par le FMI et la Banque mondiale, la JIRAMA est devenue une société anonyme à participation étatique, supervisée par un comité d'experts externes. Pour alimenter son réseau, le gouvernement prévoit notamment la modernisation du réseau de la capitale, la construction d'une centrale thermique de 150 MW et le développement d'énergies renouvelables. L'accès à l'électricité reste limité à 36% de la population, contre une moyenne de 48,8% en Afrique subsaharienne, selon la Banque mondiale³⁰. L'État ambitionne d'atteindre 70% d'ici 2028, mais cet objectif est compromis par l'endettement et la mauvaise gestion. L'eau connaît des délestages encore plus fréquents et longs que l'électricité, particulièrement pendant la saison sèche. La réussite du plan de redressement de la JIRAMA est essentielle pour restaurer la viabilité financière et soutenir le développement économique.

Filière de la vanille

Madagascar, premier producteur mondial de vanille Bourbon, détient une part dominante d'environ 80% du marché mondial³¹. La vanille, principal produit agricole d'exportation de la Grande Île, représente des rentrées conséquentes au budget de l'Etat.

La situation est cependant devenue inquiétante pour la filière. Après avoir atteint des sommets historiques en 2019 (600 USD/kg), les prix ont soudainement chuté autour de 50 USD par kg en 2024³². La Banque centrale rapporte une baisse de 45 % des recettes issues de l'exportation de vanille au premier trimestre 2025, par rapport à l'an dernier³³. 2024 avait pourtant été une mauvaise année, avec une baisse de 15,4% des recettes en devises de la vanille, sous l'effet d'une forte baisse des prix, malgré une augmentation de la quantité exportée³⁴. Cette chute s'explique notamment par une offre excédentaire sur le marché mondial, liée à une abondance de stocks à l'étranger. À ces difficultés s'ajoutent l'incertitude liée aux droits de douane américains, la filière étant l'une des plus exposée, ainsi que l'annonce de nouvelles normes européennes et les impacts croissants du changement climatique, qui fragilisent la production. La situation décourage de nombreux producteurs, qui peinent à maintenir leurs revenus. Des opportunités existent cependant dans le développement de l'agriculture biologique.

Filière du cacao

Le cacao malgache est en plein essor sur le marché mondial. Bien que la production annuelle soit modeste (entre 15 000 et 20 000 tonnes, soit 0,5% de la production mondiale³⁵), le volume d'exportation a triplé en moins d'une décennie³⁶. Le prix local du kilo de fèves, passé de 12 000 ariary en 2023 à un pic de 44 000 fin 2024, s'est stabilisé autour de 30 000 début 2025³⁷. Cette dynamique s'explique par la crise mondiale liée aux aléas climatiques, qui ont fortement affecté les récoltes dans les grands pays exportateurs comme la Côte d'Ivoire, créant un déficit d'offre³⁸. En 2024, les exportations de cacao malgache ont bondi de 140,2 %, portées par une hausse des prix (+119,1%) et des commandes (+9,6%)³⁹. Classé cacao fin par l'organisation internationale du cacao, la qualité du cacao de Madagascar est de renommée internationale. De plus, la demande croissante pour les produits éthiques et traçables renforce les perspectives pour la filière du cacao malgache, avec une majorité de la production étant issue d'exploitations familiales⁴⁰.

Madagascar suscite un intérêt auprès des acteurs suisses de la filière, à l'instar d'un projet soutenu par la Swiss Platform for Sustainable Cocoa dans la vallée de Sambirano. En 2024, la Suisse a importé 3186 tonnes de fèves de cacao en provenance de Madagascar, contre 962 tonnes en 2023⁴¹. Après une décennie où les importations s'élevaient en moyenne entre 1 500 et 2 000 tonnes par an, ce volume traduit une reprise significative pour 2024⁴².

³⁰ <https://blogs.worldbank.org/fr/nasikiliza/powering-madagascars-future-unleashing-private-investment-to-achieve-energy-goals-afe-0225>

³¹ <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/vanilla-production-by-country>

³² <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380-72e88ef2-bbb6-4323-9795-e716a6ecd57f.pdf>

³³ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250513-madagascar-les-recettes-en-baisse-de-la-vanille-et-du-clou-de-girofle-tirent-les-exportations-vers-le-bas>

³⁴ Midi Madagasikara, 11.02.2025, « Baisse de 15,4% des recettes en devises pour la vanille »

³⁵ <https://midi-madagasikara.mg/un-tresor-convoite-face-a-une-crise-sans-precedent/>

³⁶ Midi Madagasikara, 16.10.2024, « 17000 tonnes de cacao fin exportées en 2023 »

³⁷ <https://midi-madagasikara.mg/le-marche-international-secoue-par-une-volatilite-record/>

³⁸ <https://midi-madagasikara.mg/le-marche-international-secoue-par-une-volatilite-record/>

³⁹ Midi Madagasikara, 11.02.2025, « Baisse de 15,4% des recettes en devises pour la vanille »

⁴⁰ <https://midi-madagasikara.mg/un-tresor-convoite-face-a-une-crise-sans-precedent/>

⁴¹ <https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/public/bereiche/waren/result.xhtml>

⁴² <https://www.swissinfo.ch/fr/science/how-the-swiss-help-madagascars-cacao-farmers-confront-climate-change/88268115>

Secteur halieutique

Madagascar produit 142 000 tonnes de ressources halieutiques chaque année, pour un potentiel estimé à 200 000 tonnes. Près de 2 millions de personnes vivent de la pêche de façon directe ou indirecte⁴³. Cependant, la pêche illégale représenterait plus de la moitié de la production, compliquant la gestion des stocks et la protection des ressources ce qui mène à la surpêche et à la dégradation des habitats marins⁴⁴. Il existe donc un grand potentiel de formalisation et de développement du secteur.

Secteur du tourisme

Le tourisme a contribué à hauteur d'environ 1 point de pourcentage à la croissance de 2024⁴⁵. L'augmentation de la fréquence du trafic aérien international et l'arrivée de nouvelles compagnies aériennes, telles qu'Emirates, pourraient stimuler le tourisme. Cependant, le manque de fiabilité et le coût élevé des vols intérieurs opérés par Madagascar Airlines, ainsi que la médiocrité plus générale des infrastructures, risquent de freiner la croissance du secteur.

Plusieurs projets visent à renforcer l'attractivité touristique de Madagascar, notamment la réhabilitation de l'axe routier de Nosy Be, poumon économique du tourisme pour le pays. Le secteur a toutefois été marqué par des polémiques, à l'instar du projet de complexe hôtelier *Green Mada Land* sur l'île de Sakatia, auquel les habitants se sont opposés en affirmant être menacés d'expropriation.

Secteur minier

Madagascar dispose de ressources minérales importantes, mais le secteur ne représente qu'environ 4 % du PIB⁴⁶. En 2024, les recettes du nickel et du cobalt ont chuté de plus de **20 %**⁴⁷, ce qui a impacté la croissance du pays qui en dépend. Les recettes issues du graphite ont elles progressé de 26,1%⁴⁸. Début 2025, une légère reprise s'est observée, avec une forte augmentation des volumes exportés malgré une baisse mondiale des prix des matières premières, qui fragilise aussi des acteurs majeurs tel le projet minier **Ambatovy**.

L'**or**, dont les cours ont connu des envolées en 2024, reste largement exploité de manière artisanale et illégale, avec une gestion insuffisante de la chaîne de valeur. Près de 95 % de son extraction échappe à tout contrôle fiscal⁴⁹. Cette situation limite son apport à l'économie et accentue les problèmes sociaux et environnementaux, notamment dans les aires protégées où opèrent des groupes de type mafieux.

Dans sa volonté de faire du secteur minier un **moteur de développement**, le gouvernement malgache a adhéré, en juin 2025, au Minerals Security Partnership Forum, une plateforme internationale visant à soutenir les producteurs de minéraux dits critiques, faciliter l'accès aux investissements et promouvoir des chaînes d'approvisionnement responsables⁵⁰. La loi sur les grands investissements miniers a également été révisée pour attirer davantage de capitaux. Le lancement du grand projet minier **Base Toliara** cette année illustre cette ouverture.

Filière textile

Le secteur textile représente environ 20% du PIB et emploie près de 200 000 personnes⁵¹. Malgré une légère baisse des exportations en 2024, le textile reste un secteur vital pour l'économie malgache et génère des devises essentielles aux pays. Ces exportations se font essentiellement vers les États-Unis, l'Afrique du Sud et l'Europe, notamment la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Mais l'avenir de la filière est incertain. En 2024, près de la moitié de la somme des exportations malgaches vers les États-Unis (733,2 millions USD), provenait de ce secteur. Ce succès repose en grande partie sur l'AGOA, qui arrivera toutefois à échéance en ce mois de septembre, et dont le prolongement n'est pas assuré. À noter que les **droits de douanes américains**, originellement annoncés à 47% pour Madagascar, ont été redescendus à 15%⁵². Parallèlement, l'industrie doit se conformer aux nouvelles exigences européennes, notamment en matière environnementale et

⁴³ L'Express de Madagascar, 03.07.2025, « La pêche rapporte gros aux caisses de l'état »

⁴⁴ L'Express de Madagascar, 03.03.2025, « la pêche crevettière reprend »

⁴⁵ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380-72e88ef2-bbb6-4323-9795-e716a6ecd57f.pdf>

⁴⁶ <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2001-115410-madagascar-pour-son-deuxieme-mandat-le-president-rajoelina-prevoit-d-exporter-jusqu-a-15-tonnes-d-or-par-an>

⁴⁷ <https://2424.mg/import-export-un-deficit-commercial-de-1-2781-millions-de-dollars-pour-madagascar-au-premier-semestre-de-2025/>

⁴⁸ Midi Madagasikara, 11.02.2025, « Baisse de 15,4% des recettes en devises pour la vanille »

⁴⁹ Les Nouvelles, 21.02.2025, Dossier économique

⁵⁰ Midi Madagasikara, 10.06.2025, « Madagascar rejoint le mineral security partnership forum »

⁵¹ L'Express de Madagascar, 27.02.2025, « Le FMFP adapte le textile malgache aux normes européennes »

⁵² Les Nouvelles, 11.04.2025, Dossier économique

sociale. Ces contraintes ont ralenti son essor, bien que les exportations aient enregistré une progression de 13,1% au premier semestre 2025⁵³. Cependant, la qualité du travail et du savoir-faire malgache dans le domaine attire les marques de luxe et les maisons de haute couture, également dans la filière raphia en pleine expansion. Le secteur a un potentiel important de génération d'emploi pour attirer les IDE.

Énergies renouvelables

Madagascar offre un large éventail d'opportunités d'investissement dans le domaine des énergies renouvelables. Grâce à sa position géographique, le pays bénéficie de 2'800 heures d'ensoleillement par année et de vents stables dans plusieurs régions du pays. Cette situation est favorable au développement de projets d'énergie solaire et éolienne. Les nombreux cours d'eau du pays permettent également l'exploitation de l'énergie hydraulique. L'Etat se tourne vers les énergies renouvelables en matière de politique énergétique, notamment pour l'alimentation de la JIRAMA.

Parmi les raisons d'investir à Madagascar, on peut citer :

- Ressources naturelles abondantes (pierres précieuses, pierres industrielles et décoratives, métaux rares, terre vaste et fertile avec un climat favorable)
- Faible coût des facteurs de production et de la main-d'œuvre locale
- Situation stratégique entre l'Asie et l'Afrique, dans l'Océan Indien
- Potentiel de développement du secteur du tourisme simple
- Conditions concessionnelles pour la plupart de la dette publique
- Mesures d'incitation en faveur des entreprises axées sur l'exportation avec le statut de zone franche industrielle (USA, UE)

Concernant les points faibles pour investir à Madagascar :

- Corruption élevée dans les secteurs publics comme privés
- Insuffisance et mauvais état des infrastructures (routes, réseaux hydrauliques et électriques)
- Faible accès à l'électricité et à l'eau
- Accès fortement limité à l'éducation de qualité pour la population malgache avec pour répercussion un manque de main d'œuvre qualifiée selon les secteurs
- Des démarches administratives longues et coûteuses
- Cadre légal peu fiable
- Niveau de pauvreté élevé
- Dépendance à l'égard de l'aide étrangère
- Instabilité politique
- Faiblesse des systèmes financier
- Manque de certificats reconnus au niveau international
- Crises environnementales dues au changement climatique et à la situation géographique

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Le gouvernement malgache s'efforce de faire du pays une destination plus attrayante pour les investisseurs étrangers et cherche à s'ouvrir davantage au commerce international. Madagascar mène une politique commerciale axée sur la libéralisation économique, la libre concurrence, la diversification des partenaires commerciaux, et les actions pour une industrialisation massive. Les pratiques commerciales de Madagascar sont considérées conformes aux réglementations établies par l'OMC.

Les droits de douane américains, initialement annoncés à 47 % puis réduits à 15 %, ont incité les autorités malgaches à pousser davantage à la diversification de ses marchés et produits d'exportation. Dans ce contexte, l'intégration à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (**ZLECAf**), ratifiée par Madagascar le 4 décembre 2024, apparaît stratégique. Rassemblant 54 États de l'Union africaine, elle offre un marché unique de biens et services et permet de réduire la dépendance de Madagascar à ses marchés traditionnels, tout en ajustant sa stratégie commerciale à l'évolution du marché international. Cette adhésion vise également à soutenir le secteur privé, accroître la production nationale, élargir

⁵³ <https://2424.mg/import-export-un-deficit-commercial-de-1-2781-millions-de-dollars-pour-madagascar-au-premier-semester-de-2025/>

la base des exportateurs, améliorer la compétitivité des produits malgaches sur le marché africain et augmenter les recettes. Malgré une balance commerciale encore déficitaire avec cette zone, la ratification de la ZLECAf constitue une étape cruciale pour l'économie malgache. À noter cependant que Madagascar, en tant qu'état insulaire, fait face à des coûts de transport plus élevés que les pays basés sur le continent africain.

Les exportations du pays, reposant sur des produits à faible degré de complexité et de sophistication (vanille, nickel, textile...) sont tournées vers les Etats-Unis, l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient, rendant le commerce intra-africain jusqu'ici marginal. Pourtant, Madagascar participait déjà à trois Communautés Économiques Régionales : le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (**COMESA**), la Communauté de développement d'Afrique australe (**SADC**) et la Commission de l'Océan Indien (**COI**). En 2025, le pays a eu l'opportunité de renforcer ces partenariats en accueillant les sommets de la COI et de la SADC, des occasions qui ont montré son engagement en faveur de l'intégration régionale.

L'**AGOA** arrive à échéance en septembre 2025. Avec plus de 700 millions USD d'exportations vers les Etats-Unis, son maintien est capital pour l'économie du pays⁵⁴. Madagascar bénéficie de l'initiative européenne « **Tout sauf les armes** », qui permet aux pays les moins avancés d'exporter tous leurs produits vers l'UE sans droits de douane ni quotas, à l'exception des armes et munitions. En parallèle, la signature de l'accord de **Samoa** en février 2024 fixe un cadre plus large de coopération avec l'UE. Le pays bénéficie aussi d'un traitement tarifaire nul en **Chine** depuis fin 2024. Le gouvernement cherche également à se rapprocher d'autres partenaires, notamment les Émirats Arabes Unis.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Aucune loi n'interdit ou ne limite les investissements étrangers dans le pays, mais de nombreux obstacles inhérents rendent les **investissements difficiles**. Madagascar dispose d'un énorme potentiel naturel, mais la qualité médiocre et néanmoins coûteuse des infrastructures, l'accès limité au crédit et aux instruments financiers, ainsi que la mauvaise définition des titres de propriété sont autant d'obstacles à l'investissement. L'**instabilité politique, la corruption et le cadre légal précaire** ont souvent empêché les investissements étrangers et ont également provoqué le départ de nombreux investisseurs. Bien que la loi malgache traite les investisseurs étrangers et locaux de manière égale, les entreprises étrangères font souvent l'objet de **poursuites pénales pour des taxes douteuses**, des violations inexplicables du droit du travail ou pour d'autres raisons. De plus, selon la loi, **une entreprise étrangère ne peut pas acheter des terrains sur le sol malgache**, ce qui peut potentiellement désintéresser les investisseurs étrangers à s'engager dans le pays.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Après avoir contribué à hauteur de 4 ppts à la croissance en 2023, la contribution des exportations nettes à la croissance est devenue légèrement négative, réduisant la croissance de -0,1 ppt⁵⁵. En 2024, les exportations de biens ont reculé de **17,2 %** sous l'effet conjugué de la baisse des volumes et des prix, en particulier pour le nickel, la vanille, le girofle et le cobalt⁵⁶. Au premier trimestre 2025, les conditions climatiques défavorables ont encore accentué cette tendance : selon la Banque centrale, les exportations ont diminué de 11,9 % par rapport à la même période en 2024, avec une forte chute des recettes issues de la vanille notamment (-45,3 %)⁵⁷.

À l'inverse, les importations ont progressé de **2,9 % en 2024**, principalement en raison de l'augmentation des achats d'énergie, de matières premières et d'intrants pour les entreprises franches. La dépendance aux importations reste forte, illustrée par une hausse de **20 % des importations de ciment** en 2024 et par une forte augmentation des importations de riz, base du régime alimentaire malgache. Sur les cinq premiers mois de 2025, les volumes de riz importés avaient dépassé le total annuel de 2024 (+185 % en volume et +159 % en valeur), conséquence directe des mauvaises conditions climatiques affectant

⁵⁴ Midi Madagasikara, 04.08.2025, « Les négociations toujours en cours »

⁵⁵ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380-72e88ef2-bbb6-4323-9795-e716a6ecd57f.pdf>

⁵⁶ Les Nouvelles, 23.02.2025, Dossier économique

⁵⁷ <https://newsmada.com/2025/07/08/marche-des-devises-lariary-en-chute-libre-face-a-leuro-et-au-dollar/#:~:text=Cette%20baisse%20soutenue%20s%27explique,diminuer%20de%20pr%C3%A8s%20de%2045%20%25.>

la production locale⁵⁸. La baisse généralisée des prix des matières premières devrait se poursuivre, avec des prévisions de recul de **12 % en 2025** et de **5 % en 2026**⁵⁹. Cette tendance, bien que défavorable pour les recettes d'exportation, constitue un répit pour une économie largement importatrice.

Certains secteurs continuent cependant de soutenir les exportations : le graphite, les huiles essentielles et le cacao s'imposent comme des produits phares sur le marché international, avec une demande croissante. La relance du secteur aurifère pourrait également améliorer la balance commerciale et renforcer les entrées de devises.

4.1.1 Commerce de marchandises

Madagascar exporte principalement des produits miniers (cobalt, nickel, titane, pierres précieuses) et des produits agricoles (vanille, café, cacao, girofle, poivre, sucre), et la majorité des importations sont des produits pétroliers, des matériaux BTP, des produits alimentaires (notamment le riz, l'huile de palme et le soja), des médicaments et des biens de consommation. Ces produits viennent principalement de la Chine suivie par Oman, la France, l'Inde et l'Afrique du Sud.

L'intégration de Madagascar dans les flux commerciaux régionaux et mondiaux demeure modeste. Les échanges avec ses voisins restent limités, à l'exception de l'Afrique du Sud, malgré l'appartenance du pays au COMESA et à la SADC. Les effets de la récente ratification de la ZLECAf sont encore attendus.

En 2024, la Chine était le premier partenaire commercial de Madagascar en termes d'importations. La Chine, premier fournisseur et cinquième client de Madagascar, est également un créancier bilatéral majeur par l'intermédiaire de l'Exim Bank. Ses entreprises sont solidement implantées dans des secteurs porteurs (BTP, mines, cultures de rente, agro-industrie, textile) et se développent dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie.

L'UE, surtout la France, demeure quant à elle le premier partenaire pour les exportations malgaches. En 2023, près de 30% des exportations malgaches étaient destinées à l'UE, soit environ 50 milliards d'ariary, grâce à un accès sans droits de douane ni quotas au marché européen. Les exportations vers l'UE se composent de textiles (30%), de produits agricoles (29,5%), de produits industriels (25%) et de produits halieutiques (15%)⁶⁰.

En 2023, la balance commerciale affichait un déficit de 1,5 milliard USD⁶¹. En revanche, les échanges internationaux avec les pays occidentaux tels que l'Union européenne et les États-Unis sont excédentaires.

4.1.2 Commerce de services (si données disponibles)

4.2 Commerce bilatéral

Les relations économiques entre la Suisse et Madagascar restent modestes. En 2024, les échanges bilatéraux ont atteint 51 millions CHF⁶², en hausse par rapport à 2023 (46 millions)⁶³. La Suisse enregistre systématiquement un déficit commercial vis-à-vis de Madagascar. Ses exportations (3.648 millions CHF en 2024⁶⁴) concernent surtout l'industrie chimique et pharmaceutique, tandis que celles de Madagascar (35.953 millions CHF en 2024) portent principalement sur les produits agricoles et textiles⁶⁵.

4.2.1 Commerce de marchandises

Les échanges commerciaux concernent surtout des produits tels que les épices (vanille, clous de girofle) et des matières premières, utilisées notamment par les labels bio, encore peu nombreux.

⁵⁸ L'Express de Madagascar, 07.07.2025, « L'ariary en perte de vitesse »

⁵⁹ <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/04/29/commodity-markets-outlook-april-2025-press-release>

⁶⁰ Les Nouvelles, 11.04.2025, Dossier économique

⁶¹ <https://2424.mg/madagascar-enregistre-un-deficit-commercial-de-6-943-milliards-dariary-en-2023/>

⁶² Total général

⁶³ <https://www.bazg.admin.ch/bazg/fr/home/themes/statistique-du-commerce-exterieur-suisse/daten/handelspartner.html>

⁶⁴ Total conjoncturel

⁶⁵ <https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/public/bereiche/waren/result.xhtml>

4.2.2 Commerce de services (si données disponibles)

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Avec un **déficit de visibilité** à l'international, Madagascar peine à s'imposer comme destination d'investissement. Malgré les efforts du gouvernement pour instaurer un climat de confiance et relancer l'économie, le taux de conversion des intentions d'investissement reste limité à 14 % en 2024⁶⁶. Pour **améliorer l'attractivité**, le gouvernement a renforcé les réformes avec un décret d'application en 2024 pour la loi sur l'investissement de 2023, une réforme du code minier et la libéralisation des télécommunications. Ces mesures visent à protéger les investisseurs, faciliter les projets et réduire les coûts administratifs.

Cependant, des **problèmes structurels**, tels que les mauvaises infrastructures, l'absence d'un approvisionnement stable et rentable en énergie et le manque de capital humain qualifié malgré un besoin accru chez les investisseurs, représentent un défi pour l'attractivité du pays. De surcroît, les incertitudes liées à la gestion des finances publiques, les politiques fiscales imprévisibles et la faiblesse des facteurs essentiels à l'investissement privé, tels que la sécurité juridique, les infrastructures, le niveau d'éducation et l'accès au crédit, freinent encore l'afflux de capitaux étrangers.

Selon l'Indice de perception de la **corruption** (IPC) 2024 publié par Transparency International – Initiative Madagascar, le pays obtient un score de 26/100 et se classe au 142^e rang mondial⁶⁷. Et, selon le World Justice Project, Madagascar occupe la 112^e place sur 142 pays pour l'indice de l'État de droit de 2024, illustrant les limites d'accessibilité et d'impartialité du système **judiciaire**⁶⁸. En pratique, le système juridique ne garantit pas le respect des lois en vigueur, et les abus judiciaires sont fréquents. Le domaine **fiscal**, peu transparent et contraignant, crée également un environnement compliqué pour les affaires. Par ailleurs, la protection de la propriété intellectuelle reste insuffisante. Les entreprises malgaches ne comprennent pas nécessairement l'importance de la protection des inventions, pourtant essentielle pour stimuler l'innovation, la recherche et le développement économique.

Avec un score de 57,0 Madagascar se classe à la **104^{ème} position mondiale** dans l'Indice de liberté économique publié par The Heritage Foundation, ce qui place l'économie malgache dans la catégorie des nations « majoritairement non libres »⁶⁹. Cette évaluation reflète notamment les facteurs cités plus haut, qui contribuent à un climat des affaires incertain.

Selon le rapport sur l'investissement dans le monde 2025 de la CNUCED, le pays a enregistré **413 millions USD** d'entrées d'investissements directs étrangers (IDE) en 2024, une baisse par rapport aux années précédentes (415 millions en 2023 et 468 millions en 2022)⁷⁰. Les sorties d'IDE ont quant à elles atteint 125 millions USD. Les flux d'IDE entrants sont concentrés dans l'agriculture, l'industrie extractive, l'énergie, le tourisme et les technologies numériques. Madagascar, reconnu pour ses services d'externalisation, ambitionne également de devenir un hub régional pour les entreprises numériques.

La création d'entreprises a progressé de 2,3 % en 2024, avec 1 529 nouvelles sociétés, principalement dans le secteur des services⁷¹. Les principaux investisseurs viennent de pays comme la France, les États-Unis, Maurice et le Japon. Certains projets sont notables, comme le lancement du grand projet minier Base Toliara dans le sud-est du pays en début d'année.

L'Union européenne reste le principal investisseur pour Madagascar, avec un stock d'IDE atteignant 786 millions EUR⁷². Les flux entrants d'IDE européens ont encore augmenté dans les années postpandémie. L'UE encourage néanmoins la dynamique du gouvernement de mise en place de réformes structurelles.

⁶⁶ L'Express de Madagascar, 30.06.2025, « Attirer les investisseurs repose sur la confiance »

⁶⁷ <https://en.transparency.mg/>

⁶⁸ https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/Madagascar_2.pdf

⁶⁹ Midi Madagasikara, 04.09.2025, « Madagascar recule »

⁷⁰ <https://unctad.org/fr/publication/rapport-sur-investissement-dans-le-monde-2025>

⁷¹ <https://news.mada.com/2025/02/25/dynamique-des-investissements-madagascar-reste-une-destination-dinvestissement-direct-etranger/>

⁷² <https://2424.mg/economie-madagascar-reste-une-destination-attractive-pour-les-investissements-droits-etrangers-selon-lunion-europeenne/>

5.2 Investissements bilatéraux

Les relations économiques entre la Suisse et Madagascar sont modestes, mais ont un potentiel de développement. Plusieurs grandes entreprises suisses, telles que SGS, MSC et Givaudan, sont présentes dans le pays. À côté de ces multinationales, de nombreuses activités suisses se concentrent sur le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Les échanges commerciaux concernent surtout des produits tels que les épices et les matières premières, utilisées notamment par les labels bio. Une trentaine d'entreprises suisses ou à participation suisse sont présentes à Madagascar. Selon les statistiques de la Banque nationale suisse, le stock des investissements suisses à Madagascar à la fin 2017⁷³ s'est chiffré à CHF 22.8 millions et les firmes helvétiques y employaient 631 personnes (des chiffres plus récents ne sont pas disponibles).

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

En raison du faible poids de Madagascar dans l'économie suisse, la promotion du commerce extérieur est peu présente, tant par les acteurs privés, que par les acteurs étatiques (absence d'une branche locale de Switzerland Global Enterprise). Avec l'activité de quelques multinationales, le domaine du tourisme concentre bon nombre des activités économiques des Suisses à Madagascar. Au niveau commercial, les échanges portent principalement sur des produits tels que les épices et les matières premières. Dans la mesure de ses possibilités, l'Ambassade organise des rencontres à la Résidence suisse, pour échanger avec les acteurs économiques suisses actifs sur place. Elle s'engage également dans le nexus économie-environnement, visant à promouvoir le développement durable à Madagascar, notamment à travers l'organisation de rencontres entre la société civile et les entreprises suisses actives dans le pays.

La Suisse reste prioritairement impliquée dans le pays à travers les organisations internationales telles que le PNUD, le PAM, l'OIM, l'OMS, l'UNICEF, le FMI, la BAD, etc. Un grand nombre d'ONGs suisses (par exemple : Helvetas, Medair, CEAS, ADES, Action de Carême, MSF, WWF, etc.) sont également actives sur le terrain. En outre, le Zoo de Zurich soutient depuis des années des projets de conservation de la nature dans la péninsule de Masoala, au nord-est de Madagascar.

Cette Ambassade dispose également de fonds pour soutenir des petits projets dans les domaines de la coopération au développement et de la sécurité humaine. Elle assure également une présence par le soutien à diverses manifestations culturelles à Madagascar ayant un lien avec la Suisse. Des actions humanitaires suisses ont également eu lieu ponctuellement.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Le potentiel de la Suisse comme destination de voyage et de formation pour les Malgaches reste limité. Des raisons financières, géographiques et culturelles en sont la cause. Compte tenu de la situation économique du pays, seule la classe économiquement aisée, très restreinte, peut envisager un séjour en Suisse. Le nombre de visas touristiques délivrés demeure d'ailleurs très faible. En revanche, la Suisse internationale, avec de nombreuses conférences ayant lieu à Genève, reste attractive. Cela se reflète dans le nombre élevé de demandes de visas pour de tels événements.

⁷³ Des données plus récentes ne sont pas disponibles.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

	Année 2019	Année 2024
Répartition du PIB*		
Secteur primaire	22.96%	22.46%
Secteur manufacturier	22.45%	22.81%
Services	49.8%	46.42%
– dont services publics	N.A.	N.A.

Répartition de l'emploi	Année 2018⁷⁴ **	Année 2024***
Secteur primaire	74.7%	60.7%
Secteur manufacturier	5.2%	14.7%
Services	20.1%	24.6%
– dont services publics	N.A.	N.A.

Source(s) :

***Global Economy**

<https://www.theglobaleconomy.com/Madagascar/>

****IN-STAT**

https://www.instat.mg/documents/upload/main/INSTAT-RGPH3_%20CaracteristiquesEconomiquesdelaPopulation.pdf

*****World Bank**

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380-72e88ef2-bbb6-4323-9795-e716a6ecd57f.pdf>

⁷⁴ Des données pour l'année 2019 ne sont pas disponibles

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2024	2025	2026
PIB (USD mia)*	17.420	18.708	20.099
PIB/habitant (USD)*	569.409	594.938	621.889
Taux de croissance (% du PIB)*	4.2	3.9	4.2
Taux d'inflation (%)*	7.64	8.43	7.22
Taux de chômage (%)*	N.A.	N.A.	N.A.
Solde budgétaire (% du PIB)* ⁷⁵	-2.792	-3.879	-4.041
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-5.352	-6.529	-6.569
Dette extérieure totale (% du PIB)**	62.1	57.9	57.2
Service de la dette (% des exportations)**	2.6	2.6	3.4
Réserves (mois d'importations)**	6.3	6.6	6.3

* Source : FMI, World Economic Outlook (Avril 2025)

- <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

** Source : FMI, Article IV Consultation

- <https://www.imf.org/en/Countries>
- Article IV, consultation 2024, published March 2025
<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2025/03/21/Republic-of-Madagascar-Staff-Report-for-the-2024-Article-IV-Consultation-First-Review-Under-562961>

⁷⁵ « General government net lending/borrowing »

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2023⁷⁶

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ⁷⁷	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ¹⁰
1	France	475.69	15%	...%	1	Chine	818.47	17%	...%
2	Etats-Unis	412.89	13%	...%	2	Oman	648.80	14%	...%
3	Japon	270.82	8.7%	...%	3	France	540.70	11%	...%
4	Corée du Sud	270.66	8.7%	...%	4	Inde	420.68	8.9%	...%
5	Chine	267.50	8.6%	...%	5	Afrique du Sud	267.23	5.6%	...%
6	Pays-Bas	207.43			6	UEA	241.11		
7	Turquie	135.61			7	Belgique	190.63		
17	Suisse	15.53	0.5%	...%	35	Suisse	9.62	0.2%	
	UE	N.A.	...%	...%		UE	N.A.	...%	...%
	Total	3.28 (milliards)	100 %	...%		Total	4.82 (milliards)	100 %	...%

Source(s) :

<https://fr.tradingeconomics.com/madagascar/exports-by-country><https://fr.tradingeconomics.com/madagascar/imports-by-country>⁷⁶ Des données plus récentes ne sont pas disponibles.⁷⁷ Variation par rapport à l'année précédente en %

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)
2019	6.0	-3.2	49.0	-21.4	-43.0	55.0
2020	6.7	12.4	42.6	-13.2	-35.8	49.3
2021	5.6	-17.0	37.5	-11.9	-31.9	43.1
2022	8.8	56.7	36.8	-2.0	-28.0	45.5
2023	10.6	21.9	30.9	-15.9	-20.2	41.6
(Total 1)*						
2024 (I-VI)**	3.6	-65.8	36.0	16.3	-32.3	39.6

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

**) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2023 (% du total)	2024 (% du total)
1. Machines, appareils, électronique	13.4	29.2
2. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	77.6	26.4
3. Produits de l'agriculture, sylviculture et pêche	4.5	18.1
4. Textiles, habillement, chaussures	0.3	8.5

Importations	2023 (% du total)	2024 (% du total)
1. Produits de l'agriculture, sylviculture et pêche	51.1	58.6
2. Textiles, habillement, chaussures	27.6	22.6
3. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	10.0	13.9
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	8.0	2.7

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

<https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/>

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2018⁷⁸

Rang	Pays	Investissements directs (USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	Japon	1 307.63	..%	+/- ...%	....
2	Corée du Sud	1 105.71	..%	+/- ...%	....
3	Maurice	1 092.17	..%	+/- ...%	....
4	France	820.45	..%	+/- ...%	....
5	Grande-Bretagne	719.29	..%	+/- ...%	....
6	Bermudes	398.06	..%	+/- ...%	....
7	Canada	330.8	..%	+/- ...%	....
8	Etats-Unis	166.24	..%	+/- ...%	....
9	<i>Suisse</i>	98.19	..%	+/- ...%	....
	UE	N.A.			
	Total	.....	100 %	+/- ...%	

Source(s) :

IMF, Coordinated Direct Investment Survey (CDIS)

https://data360.worldbank.org/en/dataset/IMF_CDIS

<https://data.imf.org/en/datasets/IMF.STA:DIP>

Le rapport sur l'investissement dans le monde 2025 de la CNUCED, recense 413 millions USD d'entrées d'IDE, et on recense 125 millions USD de sorties d'IDE pour Madagascar en 2024⁷⁹.

⁷⁸ Des données plus récentes ne sont pas disponibles.

⁷⁹ <https://unctad.org/fr/publication/rapport-sur-investissement-dans-le-monde-2025>